

COMMISSION SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION

**Étude publique du
Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal
Exercice 2013**

RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

**Rapport déposé au conseil municipal
le 15 septembre 2014
et
au conseil d'agglomération
le 18 septembre 2014**

Montréal 

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est - Bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission

Président

M. Alan DeSousa
Maire
Arrondissement de Saint-Laurent

Vice-présidents

M. Guillaume Lavoie
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rosemont – La
Petite-Patrie

M. Peter F. Trent
Maire
Ville de Westmount

Membres

M. Georges Bourelle
Maire
Ville de Beaconsfield

M. Richard Celzi
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve

M. Yves Gignac
Conseiller d'arrondissement
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

M. Richard Guay
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Rivière-des-Prairies –
Pointe-aux-Trembles

Mme Laurence Lavigne Lalonde
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-
Maisonneuve

Mme Justine McIntyre
Conseillère de la Ville
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Mme Laura-Ann Palestini
Conseillère d'arrondissement
Arrondissement de LaSalle

M. Dominic Perri
Conseiller de la Ville
Arrondissement de Saint-Léonard

Montréal, le 15 septembre 2014

Monsieur Frantz Benjamin
Président du conseil municipal
Hôtel de Ville de Montréal

Monsieur le Président,

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009) et au Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération (RCG 06-024), nous avons l'honneur de déposer, au nom de la Commission sur les finances et l'administration, le rapport et les recommandations relatives à l'étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le président,

La secrétaire recherchiste,

« Original signé »

« Original signé »

Alan DeSousa, FCPA, FCA

Diane Côté

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	4
LE PROCESSUS D'ÉTUDE PUBLIQUE.....	4
LE RAPPORT ANNUEL DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013	5
SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS MUNICIPAUX.....	5
GESTION DES LICENCES D'UTILISATION DES LOGICIELS	5
SÉCURITÉ DES RÉSEAUX SANS FIL	6
TESTS D'INTRUSION LOGIQUE	6
PROJET M-IRIS	6
INSPECTION DES ALIMENTS ET PROJETS PILOTES DE CUISINE DE RUE.....	7
CONFORMITÉ AUX LOIS ET RÈGLEMENTS.....	7
BRIS DE CONDUITE D'AQUEDUC	8
CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX ET EXPERTISE – ACTIVITÉS DES LABORATOIRES.....	8
CONTRATS D'OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT ET CONTRATS DE COLLECTE ET DE TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE 2005 À 2013.....	9
COMMENTAIRES GÉNÉRAUX ET RECOMMANDATIONS GLOBALES DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL.....	10
LES COMMENTAIRES ET LES QUESTIONS DES CITOYENS.....	10
L'ANALYSE DES MEMBRES DE LA COMMISSION.....	12
CONCLUSION.....	13
REMERCIEMENTS.....	13
LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION.....	14

INTRODUCTION

Suivant le programme d'activité des commissions permanentes pour l'année 2014¹, la Commission sur les finances et l'administration a tenu une étude publique, le 18 juin 2014, sur le Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013. À cette occasion, M. Jacques Bergeron, vérificateur général, a présenté les grandes lignes de son rapport et répondu aux questions des citoyens et des membres de la commission. Il était accompagné de ses deux vérificateurs généraux adjoints, messieurs Robert Duquette et Serge Vaillancourt.

Conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal, le présent document de même que tous les documents déposés en lien avec cette étude publique peuvent être consultés sur la page internet des commissions à l'adresse : ville.montreal.qc.ca/commissions, ainsi qu'à la Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation du Service du greffe, bureau R-134 de l'hôtel de ville.

LE PROCESSUS D'ÉTUDE PUBLIQUE

Deux semaines avant l'assemblée publique, le 4 juin 2014, des avis précisant l'horaire et les modalités de participation ont paru dans deux grands quotidiens montréalais, un francophone et un anglophone. L'avis précisait les dates des séances des assemblées publiques de la commission ainsi que les modalités de participation du public.

Le rapport du vérificateur a été déposé aux assemblées du conseil municipal du 16 juin et du conseil d'agglomération du 19 juin 2014. Le rapport a pu être rendu public seulement à ce moment.

L'assemblée a également été annoncée au moyen d'un affichage dans les bureaux Accès Montréal, les bureaux d'arrondissement, les hôtels de ville, sur le site Internet des commissions du conseil ainsi que sur les réseaux sociaux *Facebook* et *Twitter*. Également, une invitation a été expédiée, par courrier régulier et courrier électronique, à quelque 300 personnes et organismes susceptibles d'être intéressés par le sujet et un communiqué de presse a été transmis à tous les médias le 4 juin 2014. De plus, l'ensemble des maires d'arrondissement, des conseillers de la Ville et d'arrondissement, des directeurs d'arrondissement ainsi que des directeurs généraux des villes liées ont également été invités à participer aux assemblées.

Six personnes ont assisté à l'assemblée publique du 18 juin 2014. Trois citoyens se sont adressés à la commission et les commissaires ont formulé des questions et fait part de leurs commentaires au vérificateur général de la Ville de Montréal, M. Jacques Bergeron. La commission n'a reçu aucun mémoire.

La commission a consacré deux séances de travail afin de préparer l'assemblée publique, analyser le rapport et formuler ses recommandations qui ont été adoptées en assemblée publique le 26 juin 2014. Ces recommandations sont adressées aux conseils municipal et d'agglomération.

¹ Résolutions CM14 0299 et CG14 0158.

LE RAPPORT ANNUEL DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Le rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal déposé au conseil municipal et au conseil d'agglomération comporte six parties :

- les commentaires et recommandations du vérificateur général à l'intention de l'administration municipale;
- la situation du Bureau du vérificateur général;
- la reddition de comptes de la juricomptabilité;
- l'audit d'états financiers;
- l'audit d'optimisation des ressources et des technologies de l'information;
- les annexes.

Dans cet exercice, M. Bergeron a premièrement exposé devant l'assemblée la mission du Bureau du vérificateur général (BVG) dont l'obligation première est l'audit des états financiers de la Ville et des organisations sous son contrôle ou comprises dans son périmètre comptable et assujetties aux dispositions de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). Toutefois, il a énoncé l'absence d'audit concernant les états financiers de la Société de vélo en libre-service (système de vélos en libre-service Bixi), car ces derniers n'ont pas été déposés depuis 2012.

Deuxièmement, il a présenté les faits saillants de son rapport relatifs à la reddition de comptes de la juricomptabilité, c'est-à-dire les 11 missions d'audit d'optimisation des ressources et des technologies de l'information auxquelles le BVG s'est consacré en 2013. Il a expliqué l'objectif de la mission de vérification de chaque chapitre de son rapport tout en y dégageant les principaux constats. L'essentiel de ses propos est relevé ici.

SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS MUNICIPAUX

- OBJECTIF** S'enquérir de l'existence et de la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif des systèmes de chauffage, ventilation et conditionnement de l'air.
- CONSTATS**
- L'inventaire des bâtiments n'est pas à jour et celui des 5 200 composantes des systèmes de ventilation et de chauffage n'est pas complet et à jour;
 - Le manque de fiabilité des informations rend difficile la génération d'un portrait fiable illustrant le taux réel de mise en œuvre des programmes d'entretien préventif.

GESTION DES LICENCES D'UTILISATION DES LOGICIELS

- OBJECTIF** Évaluer dans quelle mesure le cadre de contrôle en place permet de s'assurer que les droits d'utilisation sont respectés puisque trois audits de fournisseurs de logiciels ont entraîné à la Ville des frais pour non-conformité des droits d'utilisation de l'ordre de 2,7 M\$ à titre de régularisation des droits d'utilisation des licences logicielles.
- CONSTATS**
- Il n'existe pas de mécanisme centralisé de l'information des licences détenues et utilisées, afin d'effectuer, à l'échelle de la Ville, le suivi de la conformité de ces droits;

- Il y a un manque d'imputabilité réelle par les unités administratives concernant la gestion des licences logicielles et du respect du droit d'auteur;
- Il n'y a pas de portrait global du parc des postes de la Ville et 3 800 de ceux-ci, soit 22 % du parc des postes de la Ville, échappent à l'autorité du Service des technologies de l'information;
- La Ville est vulnérable et, lors de l'adjudication de ses contrats de licences logicielles, ceci atténue son pouvoir de négociation pour obtenir un prix compétitif.

SÉCURITÉ DES RÉSEAUX SANS FIL

- OBJECTIF** Déterminer si les contrôles mis en place permettent que seuls les réseaux sans fil dûment autorisés soient présents à la Ville et que les mécanismes de sécurité installés dans les réseaux empêchent les accès illicites au réseau corporatif de la Ville.
- CONSTATS**
- Le sans-fil est souvent vulnérable à des attaques de personnes malveillantes;
 - L'absence d'un processus de détection des réseaux sans fil non autorisés a permis, d'une part, l'installation de quelques points d'accès sans fil potentiellement interdits, dont certains sont cachés et d'autre part, de constater que certains points d'accès sans fil qui sont non sécurisés ou qui utilisent des protocoles de sécurité non robustes ne répondent pas aux exigences de sécurité de la Ville.

TESTS D'INTRUSION LOGIQUE

- OBJECTIF** Mettre à l'épreuve la sécurité d'environnements informatiques jugés critiques pour qualifier leur résistance à un certain niveau d'attaque provenant tant de l'externe que de l'interne.
- CONSTATS**
- Des tests d'intrusion ont été effectués dans certains services dans le cadre du programme entrepris en 2012 et qui se poursuivra en 2014. Les résultats demeurent confidentiels.

PROJET M-IRIS

- OBJECTIF** S'assurer que le projet M-IRIS (gestion des événements à distance par les intervenants pour améliorer l'efficacité des opérations) du Service de la police de Montréal (SPVM) fait l'objet d'une gouvernance appropriée et que la Ville a mis en place les pratiques de gestion qui en garantissent l'efficacité et l'efficience.
- CONSTATS**
- Un rapport détaillé des résultats de l'audit a été adressé au SPVM et au Service des technologies de l'information qui a été mandaté pour gérer l'implantation du progiciel M-RIS. Ce rapport, qui fait état de faiblesses significatives et préoccupantes, demeure confidentiel étant donné la sensibilité des informations qu'il contient en matière de sécurité publique.

INSPECTION DES ALIMENTS ET PROJETS PILOTES DE CUISINE DE RUE

- OBJECTIF** S'assurer que la Ville a mis correctement en œuvre les programmes d'inspection exigés dans l'entente avec le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) ; le secteur alimentaire comptait plus de 15 300 établissements en 2012. En outre, la venue des véhicules de cuisine de rue s'ajoute au nombre d'établissements à inspecter.
- CONSTATS**
- Les budgets accordés pour la rémunération des inspecteurs ne sont pas pleinement dépensés en raison de postes vacants. Cette situation entraîne des retards dans la réalisation du nombre d'inspections prévues dont plusieurs étaient considérées une priorité 1, de risque élevé à très élevé;
 - Des retards existent dans la mise à jour de la liste des établissements actifs, secteur où le statut des établissements change couramment et rapidement;
 - Des faiblesses ont été constatées dans la gestion des cuisines de rue, dont l'absence de permis préalable de restauration et de vente au détail du MAPAQ et d'une liste des exploitants actifs.

CONFORMITÉ AUX LOIS ET RÈGLEMENTS

Un encadrement administratif oblige les gestionnaires à produire annuellement un certificat de conformité au directeur général. Si la Ville ne se conforme pas aux lois et aux règlements auxquels elle est assujettie, elle s'expose à plusieurs conséquences importantes, notamment à des pertes financières.

- OBJECTIF** Examiner l'ensemble des mesures mises en œuvre par les arrondissements pour s'assurer du respect de certaines lois et de certains règlements concernant leurs activités et services.
- CONSTATS** De manière spécifique, trois lois et règlements afférents ont été examinés par le BVG en 2013 :

1- La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1)

- Des manques à gagner substantiels ont été découverts uniquement à l'intérieur de l'échantillon d'arrondissements et plusieurs faiblesses ont été relevées en ce qui concerne la documentation et la révision des dossiers. Il existe donc un risque élevé de sous-facturation et des pertes financières élevées pour la Ville;
- Les lacunes de contrôle interne laissent planer un doute quant à la possibilité de l'existence de malversations volontaires (corruption, collusion).

2- Le Règlement sur les heures de conduite et de repos des conducteurs de véhicules lourds (RLRQ, chapitre C-24.2, r.28)

- Les listes des véhicules lourds ne sont pas à jour et les informations qui y figurent ne sont pas suffisantes;

- Un registre détaillant les activités des conducteurs de véhicules lourds, entre autres les heures de conduite et de repos, est manquant;
- Des employés assignés à un véhicule lourd ont travaillé plus de 20 heures consécutives ou entre 14 et 18 heures (au-delà des 10 heures de conduite consécutive permises) et les principes de base n'étant pas respectés, les risques d'accident augmentent.

3- La Loi sur la sécurité privée (RLRQ, chapitre S-3.5)

- La *Loi sur la sécurité privée*, entrée en vigueur dans son intégralité en juillet 2010, concerne notamment l'obligation pour la personne qui exerce des activités de sécurité de posséder un permis d'agent;
- Les gestionnaires d'un des trois arrondissements audités ont mentionné ne pas connaître l'existence de cette loi et n'ont pas amorcé de démarche pour s'y conformer;
- Pour les deux autres arrondissements faisant partie de l'échantillon, une démarche a été amorcée, mais n'est pas réalisée annuellement ou n'est pas documentée.

Même s'il est convenu par le vérificateur général que ces lois sont complexes, les arrondissements ne connaissaient pas ou n'appliquaient pas correctement les trois lois examinées et les règlements afférents.

BRIS DE CONDUITE D'AQUEDUC

Une des façons de réduire le nombre de bris est le remplacement, la réhabilitation et l'entretien du réseau. La Ville dispose à cette fin d'un plan d'intervention qui a coûté 40 M\$ en plus du salaire des employés. Des plans ont été produits en 2010 et 2012. Les bris par conduite (taux de bris/km/an) sont une des données essentielles pour produire le plan.

OBJECTIF	S'assurer que la Ville possède des données fiables pour effectuer l'entretien et les réparations qui s'imposent.
CONSTATS	<ul style="list-style-type: none"> - Les données informatisées servant à alimenter le plan d'intervention sont incomplètes, enregistrées incorrectement et ne sont pas mises à jour, ce qui fait que la Ville ne dispose pas d'une image complète et exacte de l'évolution du nombre de bris au fil des ans; - Les conduites ayant été jugées prioritaires à réhabiliter ou à remplacer ne figuraient pas dans le plan d'intervention; cette constatation rend le vérificateur général perplexé sur la rigueur de l'application du plan.

CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX ET EXPERTISE – ACTIVITÉS DES LABORATOIRES

OBJECTIF	Évaluer si les travaux de contrôle qualitatif permettent de s'assurer que les matériaux utilisés sont conformes aux devis techniques et aux normes de la Ville.
CONSTATS	La qualité des matériaux est en lien direct avec la qualité des infrastructures. Cependant, affirme le vérificateur général :

- Les firmes ne consultent pas au préalable les plans et devis du projet;
- Les firmes de laboratoire ne soumettent pas au préalable d'estimations de départ et elles sont responsables de déterminer la nature des travaux qu'elles devront effectuer;
- Des risques de surfacturation sont possibles, car il a été difficile pour le BVG de corroborer les factures soumises par les firmes : la Ville ne se rend pas sporadiquement sur les chantiers pour vérifier les contrôles effectués par ces firmes et ainsi les corroborer avec les travaux facturés ; pour plusieurs cas, des prélèvements n'ont pas été effectués ou le nombre de prélèvements est largement inférieur à ce qui aurait dû être fait;
- Les matériaux utilisés pourraient ne pas correspondre aux exigences de la Ville : les formules de mélange et les fiches techniques des matériaux en vrac ne sont pas toujours l'objet d'une vérification et d'une approbation préalables par la Ville;
- Dans le cas spécifique d'un projet, étant donné que le budget a été dépassé, des analyses en laboratoire n'ont pas été effectuées;
- Le délai de communication des résultats non conformes n'est pas respecté et les décisions prises ne sont pas documentées;
- Le partage des responsabilités pour le suivi du traitement des cas non conformes n'est pas clair.

CONTRATS D'OPÉRATIONS DE DÉNEIGEMENT ET CONTRATS DE COLLECTE ET DE TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE 2005 À 2013

OBJECTIF Recenser le nombre ainsi que les montants afférents aux contrats ci-haut mentionnés pour les années 2005 à 2013 et s'assurer que ces contrats ont été octroyés dans un contexte de libre concurrence.

CONSTATS Selon les analyses effectuées par le BVG pour les années en référence :

- Les sommaires décisionnels sont parfois muets, alors que des écarts de prix non négligeables (supérieurs à 15 %) sont constatés entre le premier et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme;
- L'absence d'explication sur le choix de l'adjudicataire retenu, particulièrement lorsqu'il est l'unique soumissionnaire à faire une proposition conforme, alors que plusieurs entreprises avaient pris possession des documents d'appel d'offres;
- Les raisons du rejet des soumissions pour cause de non-conformité ne sont pas adéquatement documentées;
- La variation des montants entre les arrondissements en ce qui concerne les sommes consacrées par ceux-ci pour l'ensemble des opérations de déneigement.

En résumé, ces travaux d'audit ont mis en lumière suffisamment d'indices pour permettre au vérificateur général de soupçonner sérieusement qu'une concertation entre entrepreneurs pour le partage des contrats de déneigement, de collecte et de transport des matières résiduelles est possible, ce qui ne favorise pas l'obtention des meilleurs prix pour la Ville de Montréal.

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX ET RECOMMANDATIONS GLOBALES DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

M. Bergeron a invité toutes les personnes présentes à consulter le rapport complet pour de plus amples informations.

Concernant le suivi des recommandations du BVG des années antérieures, M. Bergeron a expliqué que le pourcentage des recommandations du BVG qui ont fait l'objet de mesures concrètes est un indicateur essentiel pour s'assurer que la Ville applique promptement les recommandations. À l'initiative de la Direction générale de la Ville, de nouvelles cibles de performance ont été établies au cours de l'année 2013 :

- 70 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la première année suivant leur publication;
- 90 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la deuxième année suivant leur publication.

Il a toutefois fait cette mise en garde pour les recommandations formulées en 2012, puisque celles dont le statut est « réglé » représentent une proportion de seulement 43 % par rapport à la cible de 70 %.

Le vérificateur général a recommandé que la Ville sensibilise les unités d'affaires à l'importance de mettre en œuvre les recommandations du BVG dans un délai d'un an, dans la plupart des cas, et que cela se reflète dans les plans d'action soumis.

Au sujet de la conformité aux lois et aux règlements, M. Bergeron a recommandé que la Ville réitère aux unités d'affaires l'importance de se conformer aux lois et aux règlements qui régissent leurs activités.

Quant à la qualité des travaux d'infrastructures, il a recommandé que la Ville se dote d'un mécanisme de contrôle pour donner l'assurance, en toute indépendance, que l'ensemble des encadrements régissant la qualité des travaux a été respecté.

M. Bergeron a complété sa présentation en parlant de sensibilisation à la corruption et à la collusion. Afin de demeurer alerte, il a recommandé que la Ville définisse un programme de sensibilisation à la corruption et à la collusion destiné au personnel susceptible d'y être confronté au sein des unités d'affaires.

LES COMMENTAIRES ET LES QUESTIONS DES CITOYENS

Trois citoyens ont pris la parole lors de la période de questions et de commentaires des citoyens au cours de cette assemblée de présentation du rapport 2013 par le vérificateur général. Ces citoyens font partie du groupe Montréal pour tous et toutes.

Un premier intervenant a questionné le moment où une recommandation du vérificateur général est jugée performante et le choix des arrondissements vérifiés. Il a été expliqué que lorsqu'une unité accomplit les actions relatives aux points soulevés dans les recommandations, le BVG s'assure qu'elles ont été mises en place. Puis, dans les missions d'audit du vérificateur général pour l'année 2013, le BVG a choisi les arrondissements qui ont davantage utilisé les lois ou qui

semblent les plus susceptibles de les utiliser. Toutefois, dans certains cas d'audits, les arrondissements peuvent être choisis de manière aléatoire.

Dans un autre ordre d'idées, le même citoyen a interrogé le partenariat possible entre le BVG et le Bureau de l'inspecteur général. « Comme une loi particulière, la *Loi concernant l'inspecteur général de Montréal* (2014, chapitre 3), crée ce poste et ce mandat particulier, le rôle de l'inspecteur général fait qu'il s'attardera presque uniquement à la vérification des contrats, tandis que celui du vérificateur général est beaucoup plus large, notamment les audits sur les états financiers, les activités, les ressources et les technologies. Ainsi, la mission des deux instances est complètement différente. Selon les cas étudiés et les évidences constatées, une transmission d'informations s'opérera, de même qu'avec l'Unité permanente anticorruption (UPAC) et l'Escouade de protection de l'intégrité municipale (ÉPIM) », a expliqué M. Bergeron.

De son côté, une citoyenne a voulu savoir si les politiques qui ont été adoptées et mises en place contre la collusion depuis 2009, de même que les recommandations du rapport Léonard, peuvent être vérifiées par le vérificateur général au même titre que l'ensemble du cadre réglementaire de la Ville afin d'améliorer l'efficacité de celle-ci. Bien que la mission du BGV couvre déjà une partie de ces vérifications, il est presque impossible de répondre à un mandat si large pour l'équipe y œuvrant actuellement.

Concernant les écarts importants relevés dans le rapport du vérificateur de 2012 au chapitre de la planification de la main-d'œuvre, entre la Ville centre et les arrondissements, cette même citoyenne désirait être rassurée à propos de la réduction du nombre d'effectifs à la Ville centre. Selon le suivi du rapport du vérificateur général de 2012, 90 % des recommandations auraient été réalisées sur ce point.

Puis, confrontée à la situation de la Ville et à la complexité de sa gestion qui la rendent très difficile à comprendre pour les citoyens, l'intervenante a demandé si le vérificateur général songeait à analyser la gestion des interfaces, la Table des maires mise en place par le maire de Montréal, par exemple. Il sera impossible de donner suite à cette proposition puisque le Bureau du vérificateur général n'a aucune juridiction sur cette Table.

Une autre citoyenne a demandé si une suite sera donnée à la recommandation du rapport Léonard de transformer la Commission sur l'examen des contrats pour qu'elle puisse vérifier *a posteriori* si les projets se réalisent selon les termes des contrats. De l'avis du vérificateur général, cette question ne relève pas de son autorité d'intervention, mais elle s'adresse davantage à l'administration de la Ville qui détient le pouvoir de modifier le mandat d'une commission.

Alors que des mesures ont été mises en place contre la corruption et la collusion depuis 2009, l'intervenante a interrogé le vérificateur général sur la vérification possible de leur implantation. « Comme il est pratiquement impossible d'empêcher ce phénomène d'ententes secrètes, la détection d'une collusion est un exercice très difficile; et pour pouvoir mesurer les tendances de collusions, un exercice doit s'opérer sur plusieurs années », a répondu M. Bergeron. En fait, cette vérification demande des systèmes de détection très poussés. Cette année, le BVG a recommandé que des comparaisons notamment, entre les arrondissements et entre les villes similaires soient établies.

Par ailleurs, l'apport positif des différentes mesures adoptées et mises en place par le gouvernement et la municipalité en cette matière a été souligné.

L'ANALYSE DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Les membres de la commission ont souligné le travail du Bureau du vérificateur général dont les nombreuses recommandations ont été jugées pertinentes pour améliorer le fonctionnement de la Ville.

À l'instar du BVG, les commissaires s'inquiètent du temps que prennent les services municipaux avant de répondre aux observations et recommandations du vérificateur général et surtout de mettre en œuvre des solutions aux problèmes soulevés. La commission croit que les diverses unités administratives concernées doivent être plus diligentes et formule une recommandation en ce sens.

Tout en soulignant la qualité du document et des tableaux qu'il contient, un membre mentionne que cette qualité lui semblait diluée par la quantité de pages rendant le contenu difficile à absorber pour les médias et les citoyens. Il a demandé d'être plus concis sans perdre d'autant l'essence du rapport. Il importe pour le BVG d'expliquer les raisons pour lesquelles il en est arrivé à ces constats pour rendre justice à l'unité vérifiée et bien expliquer les missions de vérification de plus en plus complexes effectuées. Ont été ajoutés au rapport du vérificateur 2013, un sommaire des constats au début de chaque chapitre de même qu'une conclusion générale et un sommaire exécutif pour les élus afin de déposer un document plus accessible. Le vérificateur général a évoqué la possibilité que la plénière aux élus soit effectuée une semaine plus tard, par exemple, pour laisser plus de temps à tous de prendre connaissance du rapport.

Les membres de la commission ont soulevé le défi de conduire un tel nombre de recommandations. Celles-ci pourraient être simplifiées si la Ville n'était pas en déficit d'indicateurs comparatifs. Lors de l'étude du budget, par exemple, certains arrondissements font leur projection sur une année seulement, les contrats en régie sont noyés dans la rémunération globale, des sommes importantes sont investies dans les plans d'intervention et la presque totalité des travaux d'aqueduc ne fait pas partie des priorités. Voilà pourquoi, il n'est pas facile pour les élus de s'y retrouver.

Afin de s'attaquer au problème de la qualité des infrastructures de la Ville, les membres ont suggéré que les inspections et la supervision sur le site des travaux (carottage et échantillonnage) soient augmentées, que les activités de laboratoire soient mieux planifiées ou que certaines méthodes de travail (mélange de matériaux) soient davantage contrôlées. Pour ces points spécifiques, des recommandations similaires font déjà partie du rapport 2013 du BVG. Dans le même ordre d'idées, on a demandé si une extrapolation des travaux du BVG permettrait d'obtenir une vision d'ensemble sur le problème et d'estimer les coûts des déficiences. La répercussion des travaux du BVG n'étant pas facile à apprécier sur le réseau des infrastructures dans les années subséquentes, il est donc impossible de faire des estimations probantes pour le BVG.

Le fait qu'on ne puisse pas contrôler davantage la collusion continue d'interpeller les membres qui désirent savoir si d'autres moyens pourraient être mis en place pour freiner cette pratique. Bien qu'une grande partie des contrats sélectionnés dans le rapport du vérificateur général de 2013 ne fut pas assujettie à tous les nouveaux mécanismes instaurés depuis 2009, le risque semblerait maintenant réduit avec le nouveau cadre législatif et avec la mise en place du Bureau de l'inspecteur général. Toutefois, un regard doit être porté sur les activités et les postes les plus vulnérables et les plus à risque.

Tout bien pesé, rendre davantage de données accessibles au public et aux employés de la Ville permettrait-il, demandent les commissaires, d'éviter davantage la collusion? Des recommandations antérieures en ce sens ont été faites auprès du directeur général par le BVG, proposant notamment de convenir de meilleurs échanges d'information entre les arrondissements et de tracer annuellement un portrait global afin de le déposer au conseil municipal. Quant aux outils à déployer pour permettre aux employés responsables de posséder des outils de contrôle adéquats pour la réalisation de leurs tâches, il est d'autorité du directeur général de mettre en place des mesures appropriées. Cela dit, les commissaires sont d'avis que l'Administration évolue vers des solutions numériques pour que le maximum d'information à la Ville soit accessible.

CONCLUSION

Dans le respect du mandat qui lui a été confié, la commission a formulé des recommandations confirmant son appui à la grande majorité des conclusions du vérificateur général. La commission a choisi, entre autres, d'inviter les unités d'affaires à plus de diligence dans le suivi des recommandations du vérificateur général et de rendre accessibles le plus de données possible de la Ville aux employés et au public en général.

Par ailleurs, pour donner suite à la recommandation R-6 qui concerne les contrats d'opérations de déneigement, de collecte et de transport des matières résiduelles, le Bureau du vérificateur général a rencontré de nouveau les commissaires lors d'une séance de travail, le 4 septembre 2014. À la suite d'une prise de contact avec chacun des arrondissements et l'obtention de documents manquants, de nouveaux résultats ont été compilés par arrondissement et ont été exposés aux membres. Il appert de ces nouvelles informations que les chiffres pour une majorité d'arrondissements ont été modifiés par le vérificateur général. En conséquence, la commission demande au vérificateur général de procéder à une mise à jour de son rapport en intégrant à celui-ci les données exactes en la matière et de le déposer à une séance subséquente du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

REMERCIEMENTS

Au nom de tous les collègues, le président de la Commission sur les finances et l'administration, M. Alan DeSousa, a remercié M. Jacques Bergeron, vérificateur général de la Ville, messieurs Robert Duquette et Serge Vaillancourt, vérificateurs généraux adjoints, ainsi que les citoyens présents aux assemblées publiques. Il a témoigné sa reconnaissance envers les membres de la commission pour leur collaboration et leur travail d'équipe.

LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

Les recommandations ont été adoptées à l'unanimité des membres lors de l'assemblée publique du 26 juin 2014.

CONSIDÉRANT les réactions de la Ville de Montréal quant aux principaux rapports de vérification déposés, le taux de mise en œuvre des recommandations du vérificateur général et la continuité de l'exercice qui doit être consacrée par les divers services corporatifs et arrondissements ;

CONSIDÉRANT les constats et les recommandations nombreuses contenus dans ce rapport annuel 2013 pour les 11 missions d'études initiées ;

CONSIDÉRANT la qualité et la quantité des dossiers traités sur l'optimisation des ressources et sur la vérification de conformité ;

La Commission sur les finances et l'administration fait les recommandations suivantes au conseil municipal et au conseil d'agglomération :

Suivi des recommandations des années antérieures

CONSIDÉRANT que le pourcentage des recommandations du Bureau du vérificateur général qui ont fait l'objet de mesures concrètes est un indicateur pour s'assurer de l'application de celles-ci visant l'amélioration des services et l'optimisation des ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) ;

CONSIDÉRANT la nécessité de convenir et de maintenir une cible de performance annuelle dans la réalisation des différentes activités de la Ville ;

CONSIDÉRANT que, dans plusieurs analyses effectuées par le vérificateur général, des sommes peuvent être récupérées par la Ville suite à l'application des mesures proposées ;

R-1

Que l'Administration s'assure du suivi des recommandations du vérificateur général auprès des services corporatifs et des arrondissements afin que ces dernières soient mises en application dans les plus brefs délais et selon les nouvelles cibles de performance établies par la Direction générale de la Ville au cours de l'année 2013 :

- 70 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la première année suivant leur publication ;
- 90 % des recommandations formulées devront être réglées au terme de la deuxième année suivant leur publication.

CONSIDÉRANT la nécessité de permettre au vérificateur général une meilleure accessibilité à l'information dans l'exercice de ses fonctions ;

R-2

Que l'Administration évolue vers des solutions numériques afin de s'assurer que le maximum d'information faisant partie du processus de prise de décision à la Ville soit facilement accessible ;

Conformité aux lois et règlements

CONSIDÉRANT la mise en place du Bureau de l'inspecteur général par la Loi concernant l'inspecteur général de Montréal (2014, chapitre 3) ;

CONSIDÉRANT son mandat spécifique de détecter les systèmes frauduleux avant que ceux-ci ne s'installent dans l'appareil administratif ;

R-3

Que l'Administration communique, dans les 90 jours, aux membres de la commission, un portrait clair des rôles et responsabilités des entités suivantes : l'inspecteur général, le vérificateur général, le vérificateur externe, le contrôleur général et le comité de vérification de la Ville de Montréal, également un portrait sur la responsabilité et la portée de la ligne éthique et le traitement des informations reçues via celle-ci ;

CONSIDÉRANT les enjeux reliés à l'agrile du frêne et les objectifs de la Ville d'augmenter la plantation d'arbres selon le projet de Plan d'action canopée 2012-2021 ;

R-4

Que l'Administration fasse valoir auprès du ministère des Affaires municipales et de l'occupation du territoire (MAMOT) une interprétation plus large de l'article 117.15 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* pour utiliser les contributions pour fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels à des dépenses autres que celles prévues au guide sur La prise de décision en urbanisme préparé par le MAMOT, pour financer, par exemple, l'inventaire du patrimoine arboricole ou l'arrosage de jeunes arbres ;

R-5

Que l'Administration propose au conseil municipal un amendement à la réglementation relative à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels dans l'objectif d'exiger du propriétaire foncier la contribution pour fins de parcs au moment du développement du terrain plutôt qu'au moment de sa subdivision ;

Contrats relatifs aux opérations de déneigement de 2005 à 2013 et contrats de collecte et de transport des matières résiduelles – déchets d'origine domestique et matières recyclables

R-6

Que le Bureau du vérificateur général rencontre à nouveau la commission en septembre prochain pour formuler des explications sur les écarts soulevés par les membres en lien avec le tableau de la page 587 de son rapport (Tableau G – Montants des contrats en vigueur de 2005 à 2013, par arrondissement – Déneigement).

**** Une rencontre s'est tenue le 4 septembre 2014 (voir page 13).**

Le 9 septembre 2014

Monsieur Alan DeSousa, président
Commission permanente sur les finances et l'administration
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

**Objet : Compilation amendée des contrats octroyés par arrondissement –
Rapports d'audit**

- ***Contrats relatifs aux opérations de déneigement de 2005 à 2013***
- ***Contrats de collecte et de transport des matières résiduelles – Déchets d'origine domestique et matières recyclables – 2005 à 2013***

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le 25 avril 2014, j'ai transmis aux directrices et aux directeurs d'arrondissement ainsi qu'au directeur général de la Ville, à titre informatif, les deux rapports d'audit mentionnés ci-dessus, lesquels incluait en annexes des tableaux faisant notamment état des contrats octroyés par arrondissement et de leur concentration par entreprise adjudicatrice.

Rappelons que le but principal de cet audit était de s'assurer qu'il existait une concurrence ouverte entre les entrepreneurs de façon à favoriser l'obtention des meilleurs prix pour la Ville et de s'assurer que l'attribution de ces contrats s'effectuait en conformité aux lois, à la réglementation, aux encadrements et aux processus en vigueur à la Ville.

À la suite du dépôt de mon rapport annuel en juin dernier et des commentaires recueillis de la part des membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration (CFA), mon Bureau a procédé à la révision des données compilées concernant le nombre ainsi que les montants afférents aux contrats octroyés de 2005 à 2013 relativement aux activités citées en objet pour tous les arrondissements de la Ville. Il appert de ces rencontres avec les arrondissements qu'un certain nombre de sommaires décisionnels liés à l'octroi de contrats n'avaient pas été divulgués au moment de la réalisation des travaux d'audit annuel de mon équipe. Mon Bureau a également découvert quelques erreurs de compilation. Le processus de révision a été réalisé au cours des mois de juillet et d'août 2014, alors que tous les responsables désignés au sein de chacun des 19 arrondissements de la Ville ont été individuellement rencontrés en vue de confirmer l'intégralité des données qui ont été transmises aux membres de mon Bureau.

Subséquentement, soit le 4 septembre dernier, j'ai présenté aux membres de la CFA de nouveaux tableaux faisant état d'une compilation amendée des contrats octroyés et des entreprises adjudicatrices de 2005 à 2013 pour chacun des 19 arrondissements concernant les secteurs d'activités susmentionnés. Ainsi, autant pour le rapport d'audit traitant des opérations de déneigement que pour celui relatif à la collecte et au transport des matières résiduelles (déchets d'origine domestique et matières recyclables), j'attire votre attention sur le fait qu'à l'issue de cette révision les ajustements apportés à la compilation des données relatives aux contrats octroyés n'ont aucunement modifiés les trois recommandations adressées au directeur général, ni ma conclusion générale. En effet, il s'avère que les ajustements apportés au regard de la compilation des contrats n'ont eu aucun impact ayant pour effet d'invalider les tendances initialement constatées. D'ailleurs, les cartes de la concentration des contrats par arrondissement présentées en annexe desdits rapports ont très peu changées.

Cela dit, et tel qu'il a été mentionné aux membres de la CFA, je réitère que la valeur des contrats cumulés n'avait comme seul but de donner un ordre de grandeur et de servir d'appui pour établir la concentration des entreprises dans certains arrondissements. La significativité des montants n'était, somme toute, que secondaire considérant mes appréhensions face à l'existence possible ou probable de soumissions concertées de la part des entrepreneurs pour le partage des contrats au sein de ces deux secteurs d'activités, lesquelles surpassent l'importance monétaire des données contractuelles compilées. En effet, **les indices d'irrégularités** détectés lors des travaux d'audit de mon Bureau au regard de l'adjudication des contrats se sont avérés nombreux au sein de plusieurs arrondissements. Qui plus est, la combinaison de ces deux aspects que sont la concentration des entreprises sur le territoire et la présence d'indices d'irrégularité suscite des questionnements préoccupants quant à l'adéquation des pratiques de gestion actuelles en vue de favoriser l'obtention des services demandés aux meilleurs prix possibles. Cela me porte à croire qu'il pourrait exister des stratagèmes collusoires, état de fait qui, à mon avis, mériterait minimalement de susciter des questions pour permettre d'éclaircir des situations ou de confirmer l'existence d'attribution de contrats ne s'inscrivant pas dans le cadre normal des bonnes pratiques de gestion. Ces appréhensions devraient inciter les membres des différents conseils (Ville et arrondissements) à connaître les causes profondes de cette situation de fait. Dans les circonstances, je persiste à croire que ces deux éléments étaient suffisamment importants, et cela même sans la connaissance de la valeur précise des contrats attribués, pour que je trouve la situation préoccupante et que je décide de faire trois recommandations à la Direction générale de la Ville. Le plus important était d'informer l'administration en vue que des gestes soient posés pour infirmer ou confirmer mes appréhensions et, s'il y a lieu, de prendre les dispositions pour mettre fin à ce stratagème. La Direction générale a d'ailleurs donné suite à ces recommandations sans délai.

Je considère que la présentation jointe à cette lettre est suffisante pour expliquer les changements aux membres du conseil municipal et du conseil d'agglomération. En conséquence, je ne compte pas ajuster les tableaux présentés dans le rapport annuel car ce serait un exercice que je juge futile qui n'apporterait aucune valeur ajoutée. Ainsi, je vous demande de bien vouloir déposer une copie de la présente lettre ainsi que de la présentation qui l'accompagne lors de la prochaine séance du conseil municipal et du conseil d'agglomération.

Je demeure à votre disposition pour de plus amples renseignements et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Le vérificateur général de la Ville de Montréal,



Jacques Bergeron, CPA, CA, MBA, M. Sc.

JB/RD/jd

p. j. (1)

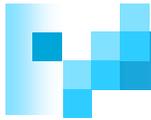
c. c. Membres de la CFA
M. Denis Coderre, maire de Montréal
M. Alain Marcoux, directeur général

Rapport annuel du vérificateur général de la Ville de Montréal

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013

Présentation à la Commission
permanente sur les finances et
l'administration

4 septembre 2014



Introduction

Travaux effectués

- Prise de contact avec chacun des arrondissements
- Confirmation des documents reçus, obtention des documents manquants et demandes d'explication

Compilation des résultats

- Préparation de tableaux corrigés par arrondissement
- Mise à jour des cartes de concentration pour les deux grands secteurs (neige et déchets)

1. Différence globale en \$ et en % pour les deux grands secteurs

À la suite des ajustements
effectués

Sommaire global par secteur

Contrats relatifs aux opérations de déneigement (2005-2013)

	Montants corrigés, août 2014	Montants BVG (rapport annuel 2013)
1. Déneigement	325 675 119 \$	315 843 214 \$
2. Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	64 279 729 \$	64 149 925 \$
3. Transport de la neige	103 276 530 \$	86 787 164 \$
4. Opérations d'élimination de la neige	34 146 071 \$	23 241 149 \$
Total	527 377 449 \$ *	490 021 452 \$
	Différence (\$)	37 355 997 \$
	Différence (%)	7,6%

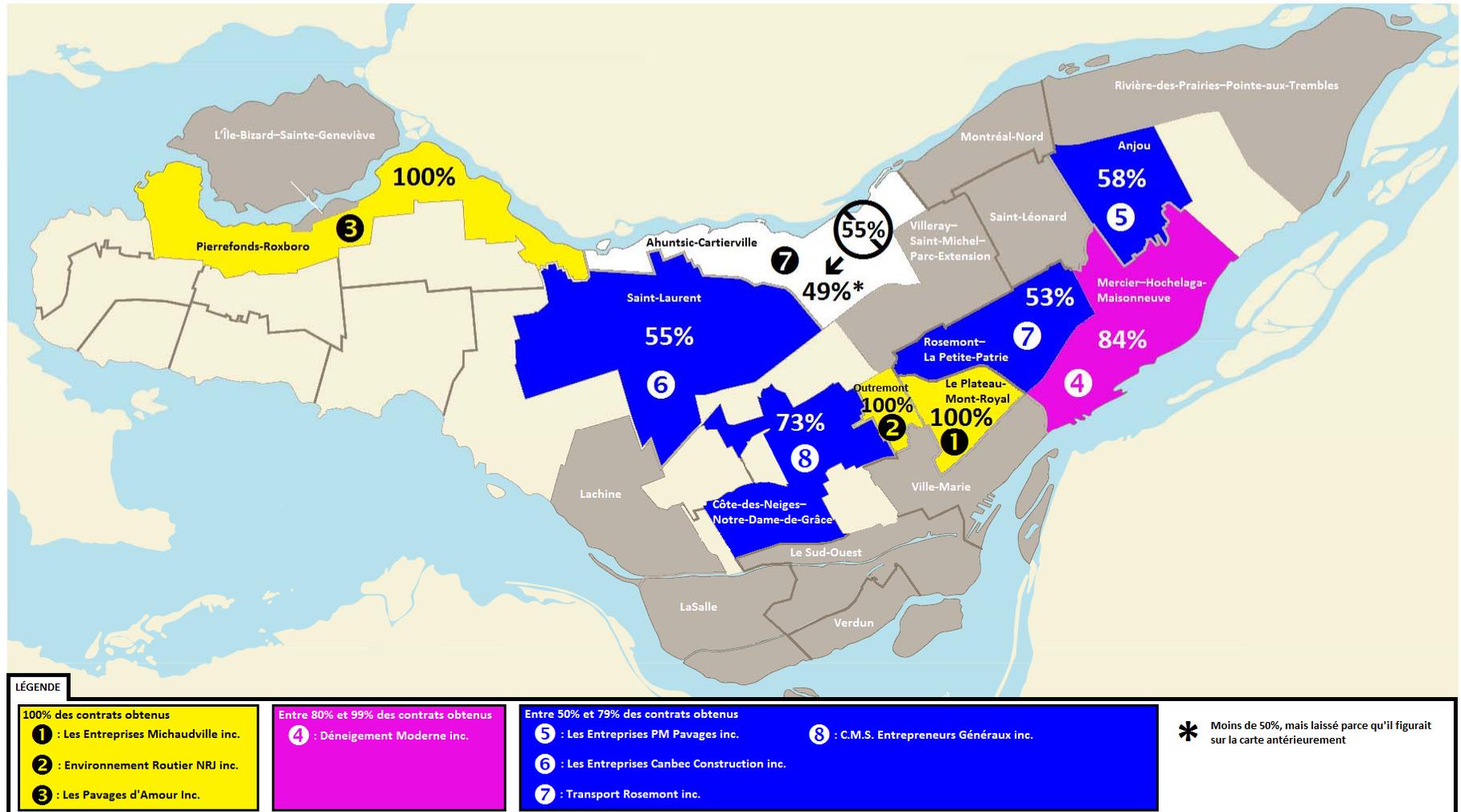
Contrats de collecte et de transport des déchets et des matières recyclables (2005-2013)

1. Déchets domestiques	347 554 299 \$	351 902 256 \$
2. Matières recyclables	151 727 938 \$	152 012 453 \$
Total	499 282 237 \$ *	503 914 709 \$
	Différence (\$)	(4 632 472) \$
	Différence (%)	-0,9%

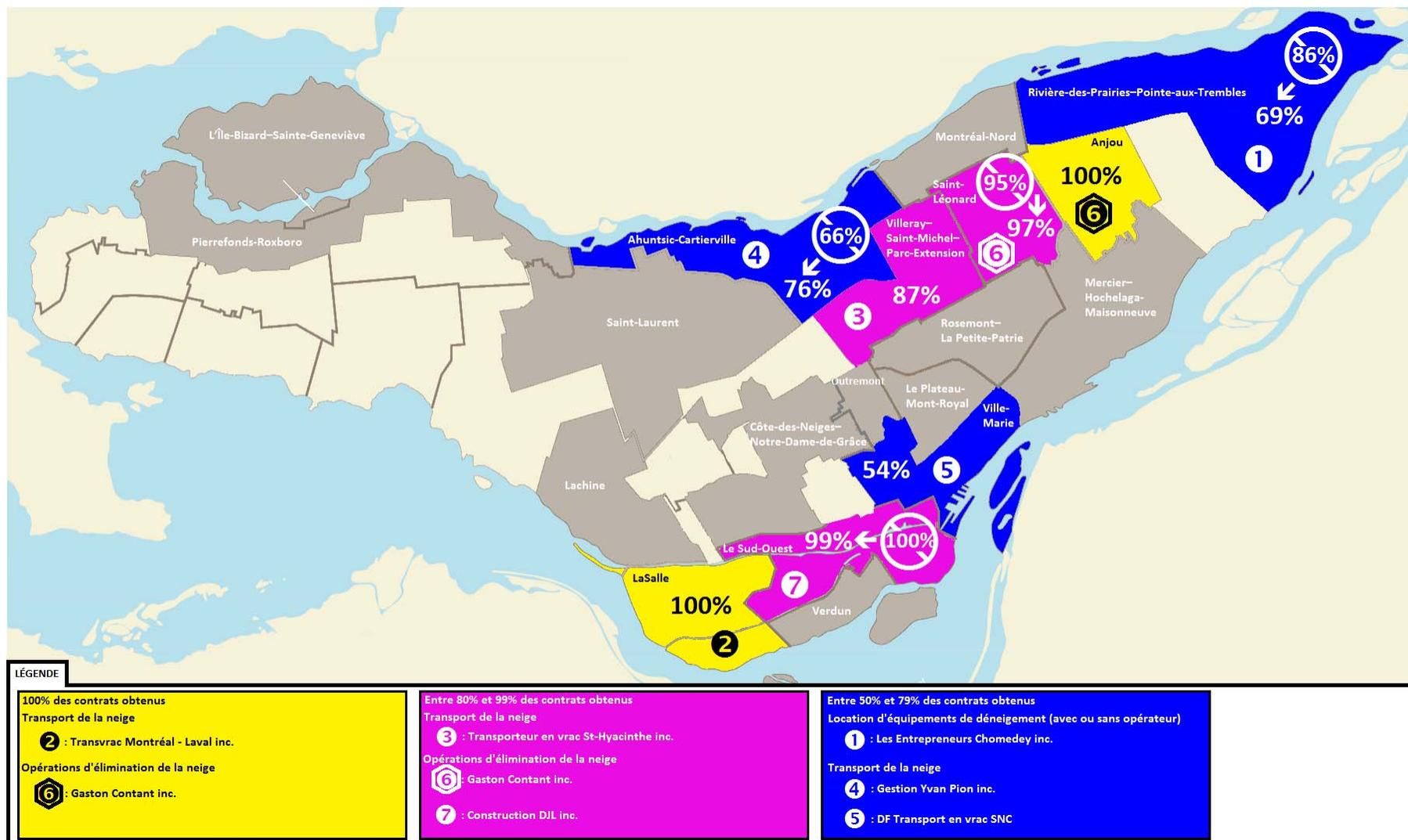
* La grande majorité des différences est attribuable à de nouveaux GDD qui nous ont été soumis par certaines unités d'affaires.

2. Cartes de concentration modifiées pour les deux grands secteurs

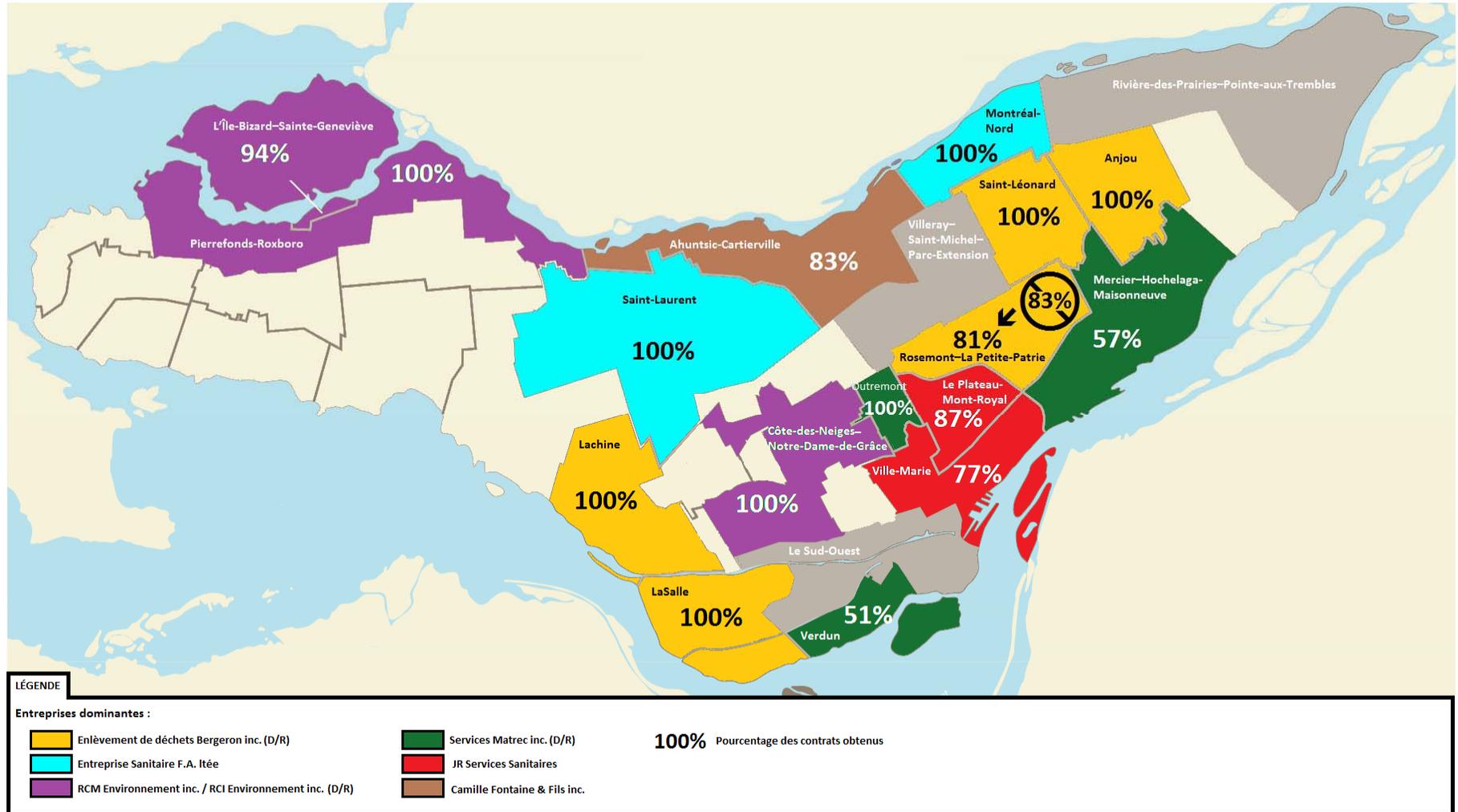
Carte 1.1: Activités de déneigement



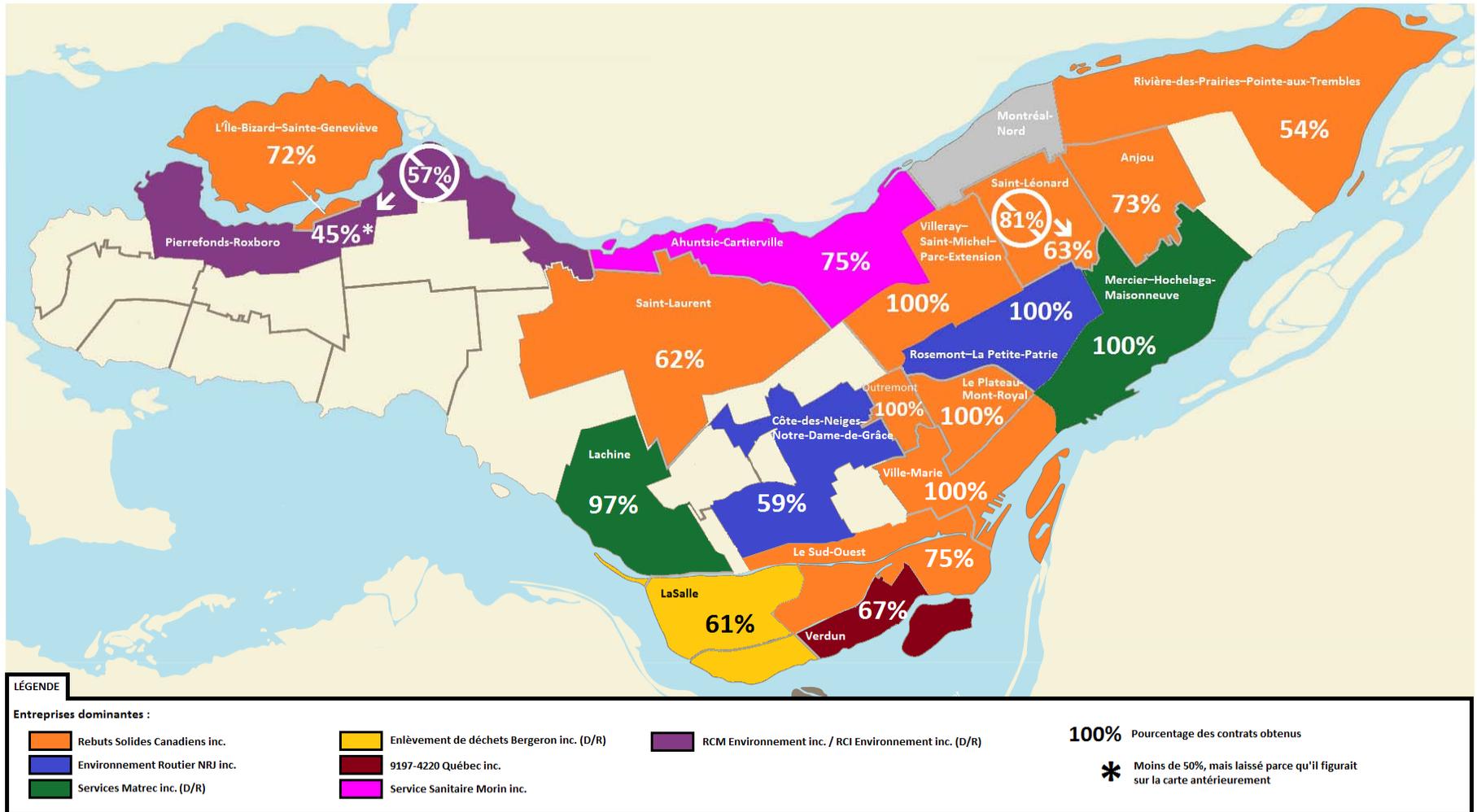
Carte 1.2: Activités de transport, location, élimination



Carte 2.1: Déchets



Carte 2.2: Matières recyclables



3.1 Activités liées au déneigement

3.1.1 Sommaire des ajustements par arrondissement, par secteur

3.1.1 Sommaire Neige (1 de 2)

Contrats pour l'ensemble des opérations de déneigement (2005-2013) - Tableau sommaire des ajustements par arrondissement

Activités	Arrondissements									
	Ahuntsic	Anjou	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Lachine	Lasalle	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Montréal-Nord	Outremont	Pierrefonds-Roxboro
Déneigement										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	30 941 294 \$	6 224 225 \$	23 003 078 \$	183 922 \$	7 473 653 \$	- \$	23 783 709 \$	15 349 644 \$	17 185 480 \$	2 506 248 \$
Différence	3 538 856 \$	- \$	6 251 033 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(1 180 694) \$	- \$	- \$
Montants corrigés	34 480 150 \$	6 224 225 \$	29 254 111 \$	183 922 \$	7 473 653 \$	- \$	23 783 709 \$	14 168 950 \$	17 185 480 \$	2 506 248 \$
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	3 971 580 \$	3 165 836 \$	3 345 331 \$	56 304 \$	1 617 392 \$	3 777 780 \$	4 966 034 \$	537 435 \$	- \$	2 913 576 \$
Différence	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Montants corrigés	3 971 580 \$	3 165 836 \$	3 345 331 \$	56 304 \$	1 617 392 \$	3 777 780 \$	4 966 034 \$	537 435 \$	- \$	2 913 576 \$
Transport de la neige										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	7 199 093 \$	933 400 \$	3 534 766 \$	- \$	2 749 288 \$	15 111 382 \$	7 622 132 \$	2 878 157 \$	- \$	310 626 \$
Différence	(995 620) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Montants corrigés	6 203 473 \$	933 400 \$	3 534 766 \$	- \$	2 749 288 \$	15 111 382 \$	7 622 132 \$	2 878 157 \$	- \$	310 626 \$
Opérations d'élimination de la neige										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	- \$	7 265 106 \$	- \$	- \$	2 350 505 \$	2 163 268 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Différence	- \$	(415 979) \$	- \$	- \$	- \$	8 945 243 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Montants corrigés	- \$	6 849 127 \$	- \$	- \$	2 350 505 \$	11 108 511 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Ensemble des secteurs d'activité (opérations de déneigement)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	42 111 967 \$	17 588 567 \$	29 883 176 \$	240 226 \$	14 190 838 \$	21 052 430 \$	36 371 875 \$	18 765 236 \$	17 185 480 \$	5 730 450 \$
Différence	2 543 236 \$	(415 979) \$	6 251 033 \$	- \$	- \$	8 945 243 \$	- \$	(1 180 694) \$	- \$	- \$
Montants corrigés	44 655 203 \$	17 172 588 \$	36 134 209 \$	240 226 \$	14 190 838 \$	29 997 673 \$	36 371 875 \$	17 584 542 \$	17 185 480 \$	5 730 450 \$

3.1.1 Sommaire Neige (2 de 2)

Contrats pour l'ensemble des opérations de déneigement (2005-2013) - Tableau sommaire des ajustements par arrondissement										
Arrondissements										
Activités	Le Plateau-Mont-Royal	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Rosemont-La Petite-Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Le Sud-Ouest	Verdun	Ville-Marie	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Total - Ville
Déneigement										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	17 829 228 \$	38 783 389 \$	19 852 980 \$	12 469 287 \$	25 580 201 \$	17 118 739 \$	- \$	31 009 179 \$	26 548 957 \$	315 843 214 \$
Différence	- \$	(1 865 559) \$	- \$	- \$	4 018 892 \$	- \$	- \$	1 185 050 \$	(2 115 672) \$	9 831 905 \$
Montants corrigés	17 829 228 \$	36 917 830 \$	19 852 980 \$	12 469 287 \$	29 599 093 \$	17 118 739 \$	- \$	32 194 229 \$	24 433 285 \$	325 675 119 \$
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	2 305 274 \$	4 502 676 \$	7 510 705 \$	13 284 466 \$	1 495 819 \$	1 630 466 \$	3 140 119 \$	2 717 827 \$	3 211 305 \$	64 149 925 \$
Différence	207 585 \$	(2 375 958) \$	1 840 060 \$	- \$	140 657 \$	- \$	- \$	317 460 \$	- \$	129 804 \$
Montants corrigés	2 512 859 \$	2 126 718 \$	9 350 765 \$	13 284 466 \$	1 636 476 \$	1 630 466 \$	3 140 119 \$	3 035 287 \$	3 211 305 \$	64 279 729 \$
Transport de la neige										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	2 863 377 \$	6 677 425 \$	5 031 468 \$	6 475 018 \$	1 144 196 \$	3 955 031 \$	9 392 833 \$	7 154 303 \$	3 754 668 \$	86 787 164 \$
Différence	5 411 369 \$	725 504 \$	2 560 006 \$	8 406 837 \$	1 489 751 \$	- \$	(1 108 480) \$	- \$	- \$	16 489 366 \$
Montants corrigés	8 274 746 \$	7 402 929 \$	7 591 474 \$	14 881 855 \$	2 633 947 \$	3 955 031 \$	8 284 353 \$	7 154 303 \$	3 754 668 \$	103 276 530 \$
Opérations d'élimination de la neige										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)		3 898 160 \$	- \$	1 240 751 \$	3 872 548 \$	2 450 811 \$	- \$	- \$	- \$	23 241 149 \$
Différence	- \$	- \$	- \$	- \$	2 347 688 \$	27 970 \$	- \$	- \$	- \$	10 904 922 \$
Montants corrigés	- \$	3 898 160 \$	- \$	1 240 751 \$	6 220 236 \$	2 478 781 \$	- \$	- \$	- \$	34 146 071 \$
Ensemble des secteurs d'activité (opérations de déneigement)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	22 997 879 \$	53 861 651 \$	32 395 152 \$	33 469 522 \$	32 092 764 \$	25 155 047 \$	12 532 952 \$	40 881 310 \$	33 514 930 \$	490 021 452 \$
Différence	5 618 954 \$	(3 516 013) \$	4 400 066 \$	8 406 837 \$	7 996 988 \$	27 970 \$	(1 108 480) \$	1 502 510 \$	(2 115 672) \$	37 355 997 \$
Montants corrigés	28 616 833 \$	50 345 638 \$	36 795 218 \$	41 876 359 \$	40 089 752 \$	25 183 017 \$	11 424 472 \$	42 383 820 \$	31 399 258 \$	527 377 449 \$

3.1 Activités liées au déneigement

3.1.2 Sommaire des ajustements par arrondissement, par secteur, par entrepreneur

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Transport Rosemont inc.	17 038 220 \$	49%
A & O Gendron inc.	7 414 101 \$	22%
Transport Gilbert Hamelin inc.	6 363 636 \$	18%
Entreprises Ste-Croix inc.	3 664 194 \$	11%
Total	34 480 151 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	2 087 028 \$	53%
Strongco Équipement inc.	1 472 315 \$	37%
J.A. Larue inc.	130 167 \$	3%
2734-6584 Québec inc.	110 961 \$	3%
Les entreprises DF Ouimet inc.	61 290 \$	1%
Longus Équipements inc.	54 225 \$	1%
2742-2047 Québec inc.	28 252 \$	1%
Les Excavations R. Malenfant (1991) inc.	27 341 \$	1%
Total	3 971 580 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Gestion Yvan Pion inc.	4 734 643 \$	76%
Service de location Ste-Croix inc.	1 468 829 \$	24%
Patrick Archambault Transport inc.	- \$	0%
Total	6 203 472 \$	100%
Grand total	44 655 203 \$	

Différence : 2 543 236 \$

3 538 856 \$ D

(995 620) \$ T

Ancien total BVG : 42 111 967 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement d'Anjou		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Les Entreprises PM Pavages inc.	3 624 141 \$	58%
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	2 600 084 \$	42%
Total	6 224 225 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Excavation Anjou inc.	1 499 245 \$	47%
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	599 765 \$	19%
J.M. Bussièrès & Fils Itée	490 084 \$	16%
Équipements Ontrac Québec inc.	262 216 \$	8%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	200 500 \$	6%
Hewitt Équipement Itée	114 026 \$	4%
Total	3 165 836 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transvrac Montréal - Laval inc.	933 400 \$	100%
Total	933 400 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Gaston Contant inc.	6 849 127 \$	100%
Total	6 849 127 \$	100%
Grand total	17 172 588 \$	

Différence : (415 979) \$ 0

Ancien total BVG : 17 588 567 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	21 345 224 \$	73%
Environnement Routier NRJ inc.	3 190 932 \$	11%
Marobi inc.	1 925 907 \$	7%
Signalisation Como inc.	1 479 889 \$	5%
Transport DM Choquette inc.	705 743 \$	2%
Jean-Paul Trahan (1980) ltée	606 416 \$	2%
Total	29 254 111 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	1 561 221 \$	47%
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	744 549 \$	22%
Strongco Équipement inc.	680 179 \$	20%
Environnement Routier NRJ inc.	98 909 \$	3%
Cubex inc.	89 253 \$	3%
Benco MFG Industries	88 883 \$	3%
Équipements JKL inc.	58 696 \$	2%
J.A. Larue inc.	23 642 \$	0%
Total	3 345 331 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
BDMP Transport en vrac SENC	1 873 125 \$	53%
Transvrac Montréal - Laval inc.	1 661 641 \$	47%
Total	3 534 766 \$	100%
Grand total	36 134 208 \$	

Différence : 6 251 032 \$ D

Ancien total BVG : 29 883 176 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de L'Île-Bizard-Sainte-Genève		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Paysagiste ML (1999) inc.	148 413 \$	81%
Paradis Vert	35 509 \$	19%
Total	183 922 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Excavation Anjou inc.	56 304 \$	100%
Total	56 304 \$	100%
Grand total	240 226 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 240 226 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement de Lachine		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Catalogna et Frères Itée	4 607 017 \$	62%
Pépinière et Paygastiste Marina inc.	2 271 925 \$	30%
Paysagiste Saro inc.	218 577 \$	3%
Entreprises Vannicola 97 inc.	173 391 \$	2%
Carlo Caccavelli Paysagement	63 333 \$	1%
J.R.G. Déneigement et Excavation enr.	51 703 \$	1%
Les Contracteurs P.G. inc.	49 702 \$	1%
Les Excavations K. McElligott inc.	38 005 \$	0%
Total	7 473 653 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	400 774 \$	25%
Marina Matériaux et Équipements	361 434 \$	22%
Les Entreprises Canbec Construction inc.	318 651 \$	20%
S. Boudrias inc.	256 798 \$	16%
Construction J. Richard Gauthier inc.	110 813 \$	7%
Pépinière et Paysagiste Marina inc.	52 889 \$	3%
Transport Camille Dionne (1991) inc.	43 619 \$	3%
Les Excavations K. McElligott inc.	42 906 \$	3%
Les Contracteurs P.G. inc.	16 742 \$	1%
L.R.J. Ranger inc.	12 765 \$	0%
Total	1 617 392 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transvac Montréal - Laval inc.	2 749 288 \$	100%
Total	2 749 288 \$	
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Construction J. Richard Gauthier inc.	1 546 940 \$	66%
Gaston Contant inc.	381 823 \$	16%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	191 488 \$	8%
Les Pavages Chenails inc.	185 013 \$	8%
Catalogna et Frères Itée	45 240 \$	2%
Total	2 350 505 \$	100%
Grand total	14 190 838 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 14 190 838 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de LaSalle		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Location S. Carrier inc.	977 475 \$	26%
Pépinière et Paysagiste Marina inc.	330 524 \$	9%
Daniel Marcoux enr.	257 599 \$	7%
Les Pavages J.M. Beaulieu inc.	249 706 \$	7%
Pierre L. Transport enr.	240 031 \$	6%
Niveleuse A.M.F.	227 620 \$	6%
Francis Vanier	213 268 \$	5%
Doncar Construction inc.	184 573 \$	5%
Les Entreprises Simac (2007) inc.	175 877 \$	5%
Transport Patrick Brisebois inc.	137 510 \$	4%
Les Entreprises Pierre Ladouceur inc.	136 889 \$	4%
Niveleuse DRB inc.	131 414 \$	3%
Entreprise D.J. inc.	103 062 \$	3%
Transport Camille Dionne (1991) inc.	98 606 \$	3%
Jocexpress inc.	94 409 \$	2%
Transport DC Barbeau inc.	88 235 \$	2%
Excavations Bergevin & Laberge inc.	45 789 \$	1%
Équipements Ontrac Québec inc.	34 185 \$	1%
Gervais Lemay	27 065 \$	1%
Équipement Fédéral	13 000 \$	0%
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	10 944 \$	0%
Total	3 777 780 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transvrac Montréal - Laval inc.	15 111 382 \$	100%
Total	15 111 382 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Environnement Routier NRJ inc.	6 034 297 \$	54%
Serge Paquette Excavation	5 074 214 \$	46%
Total	11 108 511 \$	100%
Grand total	29 997 673 \$	

Différence : 8 945 243 \$ O

Ancien total BVG : 21 052 430 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Déneigement Moderne inc.	19 958 315 \$	84%
J.L. Michon Transports inc.	3 001 251 \$	13%
Transport H. Cordeau inc.	824 143 \$	3%
Total	23 783 709 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Strongco Équipement inc.	1 967 253 \$	40%
Équipements Ontrac Québec inc.	745 017 \$	15%
Ramcor Construction inc.	462 604 \$	9%
Nortrax Québec inc.	396 149 \$	8%
J.A. Larue inc.	369 062 \$	7%
Entreprises Joey Storto inc.	213 035 \$	4%
9102-2731 Québec inc. (Groupe TMG)	207 469 \$	4%
Les Entreprises Simac (2007) inc.	195 745 \$	4%
J.L. Michon Transports inc.	170 887 \$	3%
Longus Équipements inc.	82 614 \$	2%
CEGER	78 967 \$	2%
Neigexpert	77 231 \$	2%
Total	4 966 034 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
J.L. Michon Transports inc.	2 538 257 \$	33%
Noël & Fils 9124-4277 Québec inc.	1 860 040 \$	24%
Transport Mont-Blanc inc.	1 679 337 \$	22%
Gestion Gérard Boutin inc.	1 048 002 \$	14%
Transporteur en vrac St-Hyacinthe inc.	496 496 \$	7%
Total	7 622 132 \$	100%
Grand total	36 371 875 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 36 371 875 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Montréal-Nord		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Consortium Transport Rosemont - Gravières de Beauce	5 902 814 \$	42%
Pépinière Michel Tanguay inc.	4 137 618 \$	29%
P.E.D. Rainville Équipement inc.	4 128 513 \$	29%
Total	14 168 945 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
GE-BER Transport inc.	378 016 \$	70%
3087-8730 Québec inc.	56 967 \$	11%
Transport S. Bernard inc.	53 118 \$	10%
Équipements Charbonneau (9019-1461 Québec inc.)	49 334 \$	9%
Total	537 435 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Groupe de transporteurs (entente de gré à gré)	2 768 930 \$	96%
Transvac Montréal - Laval inc.	109 227 \$	4%
Total	2 878 157 \$	100%
Grand total	17 584 537 \$	

Différence : (1 180 699) \$ D

Ancien total BVG : 18 765 236 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement d'Outremont		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Environnement Routier NRJ inc.	17 185 480 \$	100%
Total	17 185 480 \$	100%
Grand total	17 185 480 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 17 185 480 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Les Pavages D'Amour inc.	2 506 248 \$	100%
Total	2 506 248 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Strongco Équipement inc.	683 797 \$	23%
Lavaltrac Équipement inc.	465 237 \$	16%
Équipements G. Gagnon inc.	331 993 \$	11%
Les Excavations Gilbert Théoret inc.	273 520 \$	9%
Lange Patenaude Équipement Itée	228 572 \$	8%
J.A. Larue inc.	197 408 \$	7%
Excavation Bouchard Itée	161 002 \$	6%
Hewitt Équipement Itée	153 620 \$	5%
Longus Équipements inc.	153 104 \$	5%
Sylvain Bouchard inc.	139 670 \$	5%
Meloche inc.	47 464 \$	2%
Les Équipements Benco Itée	44 360 \$	2%
Les Entreprises Forget Pilon inc.	33 829 \$	1%
Total	2 913 576 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transvrac Montréal - Laval inc.	310 626 \$	100%
Total	310 626 \$	100%
Grand total	5 730 450 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 5 730 450 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement du Plateau-Mont-Royal		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Les Entreprises Michaudville inc.	17 829 228 \$	100%
Total	17 829 228 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	929 839 \$	37%
Strongco Équipement inc.	832 824 \$	33%
Excavation A.V inc.	195 246 \$	8%
Les Excavations DDC inc.	180 774 \$	7%
Les Entreprises Johnny enr.	150 688 \$	6%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	104 089 \$	4%
Déneigement Métropolitain inc.	73 476 \$	3%
Ramcor Construction inc.	45 923 \$	2%
Total	2 512 859 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Les Entreprises de transport Charco ltée	3 057 220 \$	37%
Transporteur en vrac St-Hyacinthe inc.	2 354 149 \$	28%
Transvrac Montréal - Laval inc.	1 236 469 \$	15%
Martin Lefebvre Transport inc.	879 611 \$	11%
Transport Reynald Boulay et fils inc.	747 297 \$	9%
Total	8 274 746 \$	100%
Grand total	28 616 833 \$	

Différence : 5 618 954 \$

207 585 \$ L

5 411 369 \$ T

Ancien total BVG : 22 997 879 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Concorbec inc.	6 987 965 \$	19%
Déneigement Nordic (2000) inc.	6 057 945 \$	16%
Construction Bricon Itée	5 968 588 \$	16%
J.M. Gagné inc.	5 548 976 \$	15%
J.L. Michon Transports inc.	5 182 833 \$	14%
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	3 901 291 \$	11%
Les Entrepreneurs Chomedey inc.	3 270 234 \$	9%
Gaston Contant inc.	- \$	0%
Total	36 917 832 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Les Entrepreneurs Chomedey inc.	1 474 082 \$	69%
Équipements Ontrac Québec inc.	652 635 \$	31%
Total	2 126 717 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Les Entreprises de transport Charco Itée	1 656 819 \$	22%
Transport 1941 Québec inc.	1 202 081 \$	16%
Transport Mont-Blanc inc.	1 107 465 \$	15%
J.L. Michon Transports inc.	956 644 \$	13%
9149-9418 Québec inc.	754 792 \$	10%
4370-503 Canada inc.	699 184 \$	10%
9182-9960 Québec inc.	567 407 \$	8%
Transport MJM	274 765 \$	4%
Transport Philippe Desgranges	183 771 \$	2%
Total	7 402 928 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Gaston Contant inc.	2 905 815 \$	75%
Y & R Paquette inc.	992 346 \$	25%
Total	3 898 160 \$	100%
Grand total	50 345 637 \$	

Différence : (3 516 014) \$

(1 865 559) \$ **D**

(2 375 958) \$ **L**

725 504 \$ **T**

Ancien total BVG : 53 861 651 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Transport Rosemont inc.	10 535 520 \$	53%
Les Entrepreneurs Bucaro inc.	6 066 499 \$	31%
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	2 099 852 \$	10%
A & O Gendron inc.	1 151 110 \$	6%
Total	19 852 981 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Environnement Routier NRJ inc.	3 678 192 \$	39%
Longus Équipements inc.	2 606 176 \$	28%
Strongco Équipement inc.	834 366 \$	9%
Transport Rosemont inc.	801 726 \$	9%
Équipements Ontrac Québec inc.	559 401 \$	6%
Les Équipements Benco ltée	450 782 \$	5%
Neigexpert	111 066 \$	1%
Nortrax Québec inc.	104 498 \$	1%
Excavation R. Lécuyer et Fils inc.	72 493 \$	1%
Les Entreprises S. Loiseau inc.	67 168 \$	1%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	57 947 \$	0%
Entreprises Daniel Robert inc.	6 953 \$	0%
Autocam 2000 (9096-1681 Québec inc.)	- \$	0%
Total	9 350 768 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Les Entreprises T.G.R. inc.	3 971 111 \$	52%
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	2 560 005 \$	34%
Gestion Gérard Boutin inc.	1 060 357 \$	14%
Total	7 591 473 \$	100%
Grand total	36 795 222 \$	

Différence : 4 400 070 \$

1 840 060 \$ L

2 560 006 \$ T

Ancien total BVG : 32 395 152 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement de Saint-Laurent		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Les Entreprises Canbec Construction inc.	6 866 788 \$	55%
Roxboro Excavation inc.	5 602 499 \$	45%
Total	12 469 287 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Les Entreprises Canbec Construction inc.	2 367 448 \$	18%
Les pavages Dorval inc.	2 294 533 \$	17%
Excavation Mario Itée	2 060 542 \$	16%
Nepcon inc.	1 776 784 \$	13%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	1 032 766 \$	8%
R. Benoit Construction inc.	841 297 \$	6%
9042-0845 Québec inc.	695 866 \$	5%
Magasin Jasmin inc.	645 935 \$	5%
Gestion Gérard Boutin inc.	604 036 \$	5%
Construction Gamier Itée	524 033 \$	4%
Construction J. Richard Gauthier inc.	441 226 \$	3%
Total	13 284 466 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transvrac Montréal - Laval inc.	9 324 744 \$	63%
Groupe de transporteurs (géré par l'arrondissement)	5 557 111 \$	37%
Total	14 881 855 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
John Meunier inc.	429 680 \$	35%
Aquatech, Société de gestion de l'eau inc.	409 452 \$	33%
Simo Management inc.	401 618 \$	32%
Total	1 240 751 \$	100%
Grand total	41 876 359 \$	

Différence : 8 406 837 \$ T

Ancien total BVG : 33 469 522 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement de Saint-Léonard		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Les Excavations Payette Itée	9 442 844 \$	32%
Ramcor Construction inc.	7 794 666 \$	26%
Les Entreprises T.G.R. inc.	4 539 103 \$	15%
Les Transports Marco D'Intino inc.	3 492 494 \$	12%
Pépinière Michel Tanguay inc.	1 097 769 \$	4%
Équipements Kanda Itée	907 497 \$	3%
J.M. Gagné inc.	707 968 \$	2%
Transport H. Cordeau inc.	472 431 \$	2%
P.E.D. Rainville Équipement inc.	458 380 \$	1%
Groupe TMD inc. (9150-2732 Québec inc.)	326 529 \$	1%
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	192 698 \$	1%
R. Racicot Itée	166 714 \$	1%
Total	29 599 093 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Groupe TMD inc. (9150-2732 Québec inc.)	484 151 \$	30%
Hewitt Équipement Itée	434 051 \$	27%
J.M. Bussières & Fils Itée	250 394 \$	15%
Équipements Ontrac Québec inc.	232 798 \$	14%
Déneigement Fontaine Gadbois inc.	217 082 \$	13%
Longus Équipements inc.	18 000 \$	1%
Total	1 636 476 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Groupe de transporteurs (géré par l'arrondissement)	1 489 750 \$	57%
Transvac Montréal - Laval inc.	1 144 196 \$	43%
Total	2 633 946 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Gaston Contant inc.	6 038 978 \$	97%
Transport Camille Dionne (1991) inc.	181 260 \$	3%
Total	6 220 238 \$	100%
Grand total	40 089 753 \$	

Différence : 7 996 989 \$

4 018 892 \$ D
140 657 \$ L
1 489 751 \$ T
2 347 688 \$ O

Ancien total BVG : 32 092 764 \$

3.1.2 Neige

Détailé par arrondissement

Arrondissement du Sud-Ouest		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc.	7 919 473 \$	46%
Les Entreprises Canbec Construction inc.	6 191 402 \$	36%
S.E.R. 9197-4220 Québec inc.	3 007 864 \$	18%
Total	17 118 739 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	945 635 \$	58%
Strongco Équipement inc.	684 831 \$	42%
Total	1 630 466 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Maçonnerie Martin Santerre	1 858 618 \$	47%
Michel Trussart	951 764 \$	24%
Excavation Constant inc.	892 682 \$	23%
Entreprises Michel Lampron	126 387 \$	3%
NMP Golf Construction inc.	125 580 \$	3%
Total	3 955 031 \$	100%
Opérations d'élimination de la neige	Montant total	%
Construction DJL inc.	2 450 811 \$	99%
Groupe Imog inc.	27 970 \$	1%
Total	2 478 781 \$	100%
Grand total	25 183 017 \$	

Différence : 27 970 \$ 0

Ancien total BVG : 25 155 047 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Verdun		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Entreprise Vaillant (1994) inc.	1 430 584 \$	46%
Construction Beaudin et Courville inc.	629 237 \$	20%
Transport D2000 inc.	327 225 \$	10%
Transport Camille Dionne (1991) inc.	307 894 \$	10%
Transport Gino Palladino (Les Toitures Italia inc.)	180 387 \$	6%
Entreprises Réjean Desgranges inc.	166 700 \$	5%
Paysagiste Roche inc.	50 589 \$	2%
Excavation J. Bourassa enr.	47 503 \$	1%
Total	3 140 119 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Groupe de transporteurs (géré par l'arrondissement)	7 029 909 \$	85%
Transvrac Montréal - Laval inc.	1 254 444 \$	15%
Total	8 284 353 \$	100%
Grand total	11 424 472 \$	

Différence : (1 108 480) \$ T

Ancien total BVG : 12 532 952 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Ville-Marie		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
Lagacé Transport inc.	9 424 118 \$	29%
Jean-Paul Trahan (1980) Itée	8 956 334 \$	28%
NMP Golf Construction inc.	8 235 129 \$	26%
Entreprises Réjean Desgranges inc.	1 843 683 \$	6%
Les Entrepreneurs Chomedey inc.	714 482 \$	2%
Les entreprises G-L	594 804 \$	2%
Transport H. Cordeau inc.	447 331 \$	2%
Simard-Beaudry inc.	410 539 \$	1%
Les Entreprises T.G.R. inc.	403 800 \$	1%
Ventes d'équipements et encanteurs Kanda Itée	395 511 \$	1%
9078-5940 Québec inc.	384 853 \$	1%
Transport Rosemont inc.	383 645 \$	1%
Total	32 194 229 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	1 186 461 \$	39%
Strongco Équipement inc.	724 253 \$	24%
Transport DM Choquette inc.	613 740 \$	20%
J.A. Larue inc.	318 021 \$	11%
Lavaltrac Équipement inc.	133 016 \$	5%
Excavation R. Lécuyer et Fils inc.	30 270 \$	1%
Lange Patenaude Équipement Itée	29 525 \$	1%
Total	3 035 286 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
DF Transport en vac SNC	3 832 000 \$	54%
Terrapro Construction inc.	2 391 093 \$	33%
Transporteur en vac St-Hyacinthe inc.	565 583 \$	8%
Noël & Fils 9124-4277 Québec inc.	220 863 \$	3%
Michel Trussart	144 764 \$	2%
Total	7 154 303 \$	100%
Grand total	42 383 818 \$	

Différence : 1 502 508 \$

1 185 050 \$ D

317 460 \$ L

Ancien total BVG : 40 881 310 \$

3.1.2 Neige

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Déneigement	Montant total	%
A & O Gendron inc.	11 094 929 \$	45%
9166-6222 Québec inc.	5 737 139 \$	24%
Les Excavations Payette ltée	4 166 535 \$	17%
Pépinière Michel Tanguay inc.	1 885 529 \$	8%
Lagacé Transport inc.	1 549 154 \$	6%
Total	24 433 286 \$	100%
Location d'équipements de déneigement (avec ou sans opérateur)	Montant total	%
Nortrax Québec inc.	1 429 607 \$	45%
Strongco Équipement inc.	1 082 411 \$	34%
R.P.M. Tech inc.	548 302 \$	17%
E2R inc.	78 265 \$	2%
Antonio De Luca	72 720 \$	2%
Total	3 211 305 \$	100%
Transport de la neige	Montant total	%
Transporteur en vrac St-Hyacinthe inc.	3 274 777 \$	87%
Gestion Gérard Boutin inc.	479 891 \$	13%
Total	3 754 668 \$	100%
Grand total	31 399 259 \$	

Différence : (2 115 671) \$ D

Ancien total BVG : 33 514 930 \$

3.2 Activités liées aux déchets et aux matières recyclables

3.2.1 Sommaire des ajustements par arrondissement, par secteur

3.2.1 Sommaire Déchets (1 de 2)

Contrats de collecte et de transport des déchets et des matières recyclables (2005-2013) - Tableau sommaire des ajustements par arrondissement										
Activités	Arrondissements									
	Ahuntsic	Anjou	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève	Lachine	Lasalle	Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Montréal-Nord	Outremont	Pierrefonds-Roxboro
Collecte et transports des déchets										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	22 394 397 \$	12 059 271 \$	18 384 869 \$	9 160 181 \$	15 879 481 \$	27 367 506 \$	22 601 252 \$	15 473 299 \$	6 113 031 \$	19 855 174 \$
Différence	46 244 \$	- \$	- \$	(168 490) \$	- \$	- \$	- \$	1 731 790 \$	- \$	(3 445 297) \$
Montants corrigés	22 440 641 \$	12 059 271 \$	18 384 869 \$	8 991 691 \$	15 879 481 \$	27 367 506 \$	22 601 252 \$	17 205 089 \$	6 113 031 \$	16 409 877 \$
Collecte et transport des matières recyclables										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	5 735 845 \$	3 097 149 \$	15 985 186 \$	1 997 296 \$	4 557 553 \$	7 259 778 \$	15 789 921 \$	6 470 582 \$	2 802 834 \$	8 524 443 \$
Différence	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(1 774 741) \$
Montants corrigés	5 735 845 \$	3 097 149 \$	15 985 186 \$	1 997 296 \$	4 557 553 \$	7 259 778 \$	15 789 921 \$	6 470 582 \$	2 802 834 \$	6 749 702 \$
Ensemble des secteurs d'activité (déchets et matières recyclables)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	28 130 242 \$	15 156 420 \$	34 370 055 \$	11 157 477 \$	20 437 034 \$	34 627 284 \$	38 391 173 \$	21 943 881 \$	8 915 865 \$	28 379 617 \$
Différence	46 244 \$	- \$	- \$	(168 490) \$	- \$	- \$	- \$	1 731 790 \$	- \$	(5 220 038) \$
Montants corrigés	28 176 486 \$	15 156 420 \$	34 370 055 \$	10 988 987 \$	20 437 034 \$	34 627 284 \$	38 391 173 \$	23 675 671 \$	8 915 865 \$	23 159 579 \$

3.2.1 Sommaire Déchets (2 de 2)

Contrats de collecte et de transport des déchets et des matières recyclables (2005-2013) - Tableau sommaire des ajustements par arrondissement										
Arrondissements										
Activités	Le Plateau-Mont-Royal	Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles	Rosemont-La Petite-Patrie	Saint-Laurent	Saint-Léonard	Le Sud-Ouest	Verdun	Ville-Marie	Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	Total - Ville
Collecte et transports des déchets										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	14 562 226 \$	18 881 740 \$	23 822 402 \$	22 221 673 \$	16 081 447 \$	18 572 206 \$	20 310 726 \$	19 125 247 \$	29 036 128 \$	351 902 256 \$
Différence	- \$	- \$	611 938 \$	- \$	- \$	(3 124 142) \$	- \$	- \$	- \$	(4 347 957) \$
Montants corrigés	14 562 226 \$	18 881 740 \$	24 434 340 \$	22 221 673 \$	16 081 447 \$	15 448 064 \$	20 310 726 \$	19 125 247 \$	29 036 128 \$	347 554 299 \$
Collecte et transport des matières recyclables										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	8 310 461 \$	10 485 814 \$	17 488 738 \$	6 531 599 \$	5 187 245 \$	4 046 399 \$	6 510 506 \$	13 453 769 \$	7 777 335 \$	152 012 453 \$
Différence	- \$	- \$	- \$	- \$	1 490 226 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(284 515) \$
Montants corrigés	8 310 461 \$	10 485 814 \$	17 488 738 \$	6 531 599 \$	6 677 471 \$	4 046 399 \$	6 510 506 \$	13 453 769 \$	7 777 335 \$	151 727 938 \$
Ensemble des secteurs d'activité (déchets et matières recyclables)										
Montants BVG (parution rapport annuel 2013)	22 872 687 \$	29 367 554 \$	41 311 140 \$	28 753 272 \$	21 268 692 \$	22 618 605 \$	26 821 232 \$	32 579 016 \$	36 813 463 \$	503 914 709 \$
Différence	- \$	- \$	611 938 \$	- \$	1 490 226 \$	(3 124 142) \$	- \$	- \$	- \$	(4 632 472) \$
Montants corrigés	22 872 687 \$	29 367 554 \$	41 923 078 \$	28 753 272 \$	22 758 918 \$	19 494 463 \$	26 821 232 \$	32 579 016 \$	36 813 463 \$	499 282 237 \$

3.2 Activités liées aux déchets et aux matières recyclables

3.2.2 Sommaire des ajustements par arrondissement, par secteur, par entrepreneur

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Camille Fontaine et Fils inc.	18 601 221 \$	83%
JR Services Sanitaires	2 553 216 \$	11%
Transport Sanitaire L.B. inc.	1 286 204 \$	6%
Total	22 440 641 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Service sanitaire Morin inc.	4 279 116 \$	75%
Théolis Transport inc.	1 456 729 \$	25%
Total	5 735 845 \$	100%
Grand total	28 176 486 \$	

Différence : 46 244 \$ D

Ancien total BVG : 28 130 242 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement d'Anjou		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	12 059 271 \$	100%
Total	12 059 271 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebut Solides Canadiens inc.	2 266 695 \$	73%
Groupe Sani-Gestion inc.	830 454 \$	27%
Total	3 097 149 \$	100%
Grand total	15 156 420 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 15 156 420 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
RCM Environnement inc.	10 088 089 \$	55%
RCI Environnement inc.	8 296 780 \$	45%
Total	18 384 869 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Environnement Routier NRJ inc.	9 388 690 \$	59%
Rebuts Solides Canadiens	5 940 906 \$	37%
Services Matrec inc.	655 590 \$	4%
Total	15 985 186 \$	100%
Grand total	34 370 055 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 34 370 055 \$

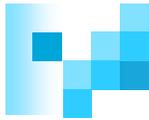
3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
RCI Environnement inc.	5 310 219 \$	59%
RCM Environnement inc.	3 132 250 \$	35%
Les Entreprises Raylobec inc.	365 990 \$	4%
Services Environnementaux du Richelieu	94 815 \$	1%
Transport Rolland Chaperon inc.	88 416 \$	1%
Total	8 991 690 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	1 432 307 \$	72%
Les Fibres J.C. inc.	564 989 \$	28%
Total	1 997 296 \$	100%
Grand total	10 988 986 \$	

Différence : (168 491) \$ D

Ancien total BVG : 11 157 477 \$



3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Lachine		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	15 879 481 \$	100%
Total	15 879 481 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Services Matrec inc.	4 405 518 \$	97%
Entreprise Sanitaire F.A. Itée	152 035 \$	3%
Total	4 557 553 \$	100%
Grand total	20 437 034 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 20 437 034 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de LaSalle		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	27 367 506 \$	100%
Total	27 367 506 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	4 425 133 \$	61%
Environnement Routier NRJ Inc.	2 743 314 \$	38%
Récupération Marronniers inc.	91 331 \$	1%
Total	7 259 778 \$	100%
Grand total	34 627 284 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 34 627 284 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Services Matrec inc.	12 877 796 \$	57%
Entreprise Sanitaire F.A. Itée	6 603 404 \$	29%
Recyclage Notre-Dame inc.	3 120 052 \$	14%
Total	22 601 252 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Services Matrec inc.	15 789 921 \$	100%
Total	15 789 921 \$	100%
Grand total	38 391 173 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 38 391 173 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Montréal-Nord		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Entreprise Sanitaire F.A. Itée	17 205 089 \$	100%
Total	17 205 089 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	2 037 983 \$	32%
EBI Environnement inc.	1 703 580 \$	26%
RCI Environnement inc.	1 307 928 \$	20%
Service Sanitaire R.S. inc.	784 977 \$	12%
Service sanitaire Morin inc.	636 114 \$	10%
Total	6 470 582 \$	100%
Grand total	23 675 671 \$	

Différence : 1 731 790 \$ D

Ancien total BVG : 21 943 881 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement d'Outremont		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Services Matrec inc.	6 113 031 \$	100%
Total	6 113 031 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	2 802 834 \$	100%
Total	2 802 834 \$	100%
Grand total	8 915 865 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 8 915 865 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
RCI Environnement inc./RCM Environnement inc.	16 409 878 \$	100%
Total	16 409 878 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
RCI Environnement inc.	3 042 412 \$	45%
Les Fibres J.C. inc.	2 050 612 \$	30%
Rebuts Solides Canadiens inc.	1 656 679 \$	25%
Total	6 749 703 \$	100%
Grand total	23 159 581 \$	

Différence : (5 220 036) \$

(3 445 297) \$ **D**

(1 774 741) \$ **R**

Ancien total BVG : 28 379 617 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement du Plateau-Mont-Royal		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
JR Services Sanitaires	12 651 695 \$	87%
Maurice Dumas	1 846 559 \$	13%
Services Environnementaux du Richelieu	63 972 \$	0%
Total	14 562 226 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	8 310 461 \$	100%
Total	8 310 461 \$	100%
Grand total	22 872 687 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 22 872 687 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
RCM Environnement inc.	8 593 100 \$	45%
Théolis Transport inc.	4 117 131 \$	22%
Camille Fontaine et Fils inc.	3 497 109 \$	19%
Recyclage Notre-Dame inc.	2 674 400 \$	14%
Total	18 881 740 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	5 662 945 \$	54%
Environnement Routier NRJ inc.	2 463 347 \$	23%
Service sanitaire Morin inc.	2 359 522 \$	23%
Total	10 485 814 \$	100%
Grand total	29 367 554 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 29 367 554 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	19 848 102 \$	81%
Recyclage Notre-Dame inc.	2 496 043 \$	10%
Multi-Recyclage S.D. inc.	1 577 179 \$	7%
Excavation Vidolo ltée	513 017 \$	2%
Total	24 434 341 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Environnement Routier NRJ inc.	17 488 738 \$	100%
Total	17 488 738 \$	100%
Grand total	41 923 079 \$	

Différence : 611 939 \$ D

Ancien total BVG : 41 311 140 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Saint-Laurent		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Entreprise Sanitaire F.A. ltée	22 221 673 \$	100%
Total	22 221 673 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	4 046 451 \$	62%
Les Fibres J.C. inc.	1 058 746 \$	16%
Groupe Sani-Gestion inc.	844 143 \$	13%
Service sanitaire Morin inc.	582 259 \$	9%
Total	6 531 599 \$	100%
Grand total	28 753 272 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 28 753 272 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Saint-Léonard		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Enlèvement de déchets Bergeron inc.	16 018 232 \$	100%
Multi Recyclage S.D. inc.	63 215 \$	0%
Total	16 081 447 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	4 190 158 \$	63%
Les Fibres J.C. inc.	2 487 313 \$	37%
Total	6 677 471 \$	100%
Grand total	22 758 918 \$	100%

Différence : 1 490 226 \$ R

Ancien total BVG : 21 268 692 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement du Sud-Ouest		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Les Entreprises Sylvain Bissonnette inc.	4 133 075 \$	27%
Services Matrec inc.	4 022 807 \$	26%
JR Services Sanitaires	3 859 430 \$	25%
9197-4220 Québec inc.	1 544 745 \$	10%
Service Environnemental Canicchio inc.	851 134 \$	5%
Forget et Frère transport	648 640 \$	4%
RCI Environnement inc.	388 233 \$	3%
Total	15 448 064 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	3 016 569 \$	75%
9197-4220 Québec inc.	1 029 830 \$	25%
Total	4 046 399 \$	100%
Grand total	19 494 463 \$	

Différence : (3 124 142) \$ D

Ancien total BVG : 22 618 605 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Verdun		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
Services Matrec inc.	10 260 569 \$	50%
9197-4220 Québec inc.	9 663 612 \$	48%
Services Environnementaux du Richelieu	386 545 \$	2%
Total	20 310 726 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
9197-4220 Québec inc.	4 365 555 \$	67%
Les Fibres J.C. inc.	1 409 049 \$	22%
Rebuts Solides Canadiens inc.	290 595 \$	4%
Services Matrec inc.	270 685 \$	4%
Services Environnementaux du Richelieu	174 622 \$	3%
Total	6 510 506 \$	100%
Grand total	26 821 232 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 26 821 232 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Ville-Marie		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
JR Services Sanitaires	14 691 263 \$	77%
Services Matrec inc.	4 433 984 \$	23%
Total	19 125 247 \$	100%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebutis Solides Canadiens inc.	13 453 769 \$	100%
Total	13 453 769 \$	100%
Grand total	32 579 016 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 32 579 016 \$

3.2.2 Déchets

Détaillé par arrondissement

Arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension		
Activités/Entrepreneurs	Sommaire 2005-2013	
Collecte et transport des déchets	Montant total	%
RCM Environnement inc.	8 461 273 \$	29%
JR Services Sanitaires	6 430 757 \$	22%
Transport Michel Beauchamp inc.	5 922 306 \$	20%
Services Environnementaux S.I.	4 386 680 \$	15%
Centre de Transbordement et de Valorisation Nord-Sud inc.	2 726 092 \$	10%
Service Environnemental Canicchio inc.	1 065 200 \$	4%
Maurice Dumas	43 820 \$	0%
Total	29 036 128 \$	101%
Collecte et transport des matières recyclables	Montant total	%
Rebuts Solides Canadiens inc.	7 777 335 \$	100%
Total	7 777 335 \$	100%
Grand total	36 813 463 \$	

Différence : - \$

Ancien total BVG : 36 813 463 \$

4. Conclusions

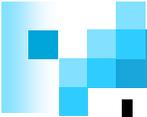
Les grandes lignes

Neige

- Les ajustements pour le secteur de la neige représentent 7,6 % du montant total, soit un ajout de 37,4 M\$ sur 490,0 M\$
- Cet ajout est expliqué en majeure partie par des documents non reçus (sommaires décisionnels) des arrondissements pendant la période durant laquelle nous faisons l'audit. Ces documents nous ont été remis lors de nos travaux supplémentaires

Déchets

- Les ajustements pour le secteur des déchets représentent 0,9 % du montant total, soit une réduction de 4,6 M\$ sur 503,9 M\$



Les grandes lignes

- Notre conclusion globale n'a pas changé
- Les cartes de concentration des contrats par arrondissement ont très peu changé
- Nous retrouvons toujours les mêmes indices d'irrégularités qui nous ont menés à poser des constatations troublantes et à formuler trois recommandations à la Direction générale
- Nous n'avons pas fait l'analyse et la comparaison des coûts entre les arrondissements pendant la période sous audit

Principales constatations (Ville)

Activités de déneigement

- 25 entreprises, sur les 54, ont obtenu la grande majorité des contrats
- 9 sont dominantes. 3 des 54 entreprises ont raflé 100 % des contrats d'un arrondissement

Location d'équipements de déneigement

- 92 entreprises sont présentes, mais 12 sont en position dominante, ayant obtenu la majorité des contrats

Transport de la neige

- 6 entreprises sont dans une position dominante

Opérations d'élimination de la neige

- 12 entreprises ont obtenu l'ensemble des contrats
- De ce groupe, 4 sont dominantes

Principales constatations (Ville)

Collecte et transport des déchets d'origine domestique

- Dans 9 arrondissements, ce sont toujours les 4 mêmes entreprises qui ont obtenu 100 % des contrats
- Dans 4 arrondissements, ce sont 4 entreprises qui ont obtenu entre 80 % et 99 % des contrats
- Dans 3 arrondissements, ce sont 2 entreprises qui ont obtenu entre 50 % et 79 % des contrats

Collecte et transport des matières recyclables

- Dans 6 arrondissements, ce sont 3 entreprises qui ont obtenu 100 % des contrats
- Dans 1 arrondissement, c'est 1 entreprise qui a obtenu entre 80 % et 99 % des contrats
- Dans 10 arrondissements, ce sont 5 entreprises qui ont obtenu entre 50 % et 79 % des contrats

Principales constatations (arrondissements)

- Il est important que les indices d'irrégularités soient décelés et documentés, de même que les décisions prises selon les cas. Or, nous avons constaté les faits suivants :
 - Les sommaires décisionnels sont parfois muets, alors que des écarts de prix non négligeables (supérieurs à 15 %) sont constatés entre le premier et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme
 - Nous ne trouvons pas d'explication sur le choix de l'adjudicataire retenu, particulièrement lorsqu'il est l'unique soumissionnaire à faire une proposition
 - Les raisons du rejet des soumissions pour cause de non-conformité ne sont pas adéquatement documentées
 - Dans certains cas, ce n'est pas le plus bas soumissionnaire conforme qui a été choisi
 - En ce qui concerne les montants consacrés par les arrondissements pour l'ensemble des opérations de déneigement, les montants varient entre les arrondissements
 - Dans certains arrondissements, nous constatons que des entreprises apparentées soumissionnent simultanément aux appels d'offres

Conclusion générale

Bien que nous n'ayons pas la prétention d'avoir démontré, sans l'ombre d'un doute, l'existence de soumissions concertées de la part des entrepreneurs pour le partage des contrats, nos travaux d'audit ont mis en lumière suffisamment d'indices pour nous permettre de soupçonner qu'une telle pratique est possible dans le cas des activités liées à la neige alors qu'elle est probable dans le cas des activités liées aux déchets, ce qui ne favorise pas l'obtention des meilleurs prix



Conclusion générale

Néanmoins, nous sommes préoccupés par les résultats de nos travaux et croyons qu'il est impératif que les diverses unités d'affaires de la Ville puissent disposer d'informations leur permettant d'obtenir une vue globale historique de la répartition et de l'ampleur des contrats adjudgés pour ces secteurs d'activité sur leur territoire respectif, mais aussi pour l'ensemble du territoire montréalais. Nous croyons que l'administration municipale doit développer, avec la complicité des arrondissements, des mécanismes de surveillance communs qui lui permettraient de repérer les situations problématiques où la saine concurrence ne semble pas s'exercer normalement

5. 40 recommandations majeures

5. 40 recommandations majeures ayant fait l'objet d'un suivi particulier

Portrait de 2011	
Statut	Nombre
À entreprendre	12
Non réglé	28
Total	40



	Portrait actualisé – avril 2013	Portrait actualisé – mai 2014
Statut	Nombre	
Réglé	7	8
En cours	4	3
Reporté	1	0
Non réglé	0	1
Non réglé	26	26
Réglé	2	2
Total	40	40

 30 recommandations ayant le statut « non réglé » ou « en cours ».

5. 40 recommandations majeures ayant fait l'objet d'un suivi particulier

- Nous tenons à souligner que, pour chacune de ces 40 recommandations, le plan d'action initialement obtenu de l'entité auditée reflétait la volonté de celle-ci d'entreprendre des actions correctives pour en assurer la mise en œuvre, à l'exception de trois d'entre elles à l'égard desquelles le plan d'action démontrait clairement que la recommandation ne serait pas mise en œuvre
- De plus, nous tenons à porter à votre attention que le Bureau du vérificateur général effectue le suivi de l'ensemble des recommandations formulées à l'aide de l'application informatisée « Gestion des dossiers de vérification (GDV) ». En complément d'information, un tableau détaillé illustrant le suivi des 30 recommandations majeures dont le statut est « non réglé » ou « en cours » vous a été remis